



2013

67

Au sommaire de ce numéro

Echos du Forum de la Transition écologique (Jean-Louis Michniak).....	2
Actualité de la Révolution française(échos de la réunion à Montrouge)	4
Agenda.....	5
Organisation d'ATTAC 92, bulletin d'adhésion	6

Pouvez-vous imaginer un monde sans Attac ?

**Attac a besoin de vous !
N'attendez pas pour régler votre cotisation 2013**

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Le prochain numéro paraîtra début juin

Diffusez, par courriel ou sur papier...
Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.
Faites leur plaisir!

Vive la récession ? par Guillaume Duval

(Alternatives Economiques, hors série n° 97 du 3^{ème} trimestre 2013: « faut-il dire adieu à la croissance ? »)

Il devient de plus en plus urgent de réaliser la conversion écologique de nos économies. Faut-il pour cela accepter, voire rechercher, la décroissance de l'activité économique ? Pas évident.

La croissance, la croissance, la croissance : depuis la fin des Trente Glorieuses, on n'arrête pas d'implorer cette déesse des temps modernes sans être capable de la faire revenir dans nos contrées. Alors que dans le même temps, l'ampleur des dégâts environnementaux suscités par l'activité humaine devient de plus en plus patente. Le moment ne serait-il donc pas venu d'y renoncer et d'organiser au contraire une décroissance de l'activité économique, indispensable à la préservation des équilibres environnementaux ? N'y aurait-il pas moyen, même, de vivre mieux tout en réduisant cette activité économique ?

La question est évidemment légitime dans le contexte actuel. Elle présente de plus l'avantage de nous obliger à nous poser des questions fondamentales sur nos modes de vie ainsi que sur les modes de production et de consommation qui leur sont associés. Pour autant, la réponse n'a rien d'évident : si la décroissance rapide des consommations de matières premières non renouvelables et d'énergie fossile est urgentissime, celle du volume de l'économie monétaire dans son ensemble risque de poser plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. A commencer par celui de freiner au lieu d'accélérer la conversion écologique de nos économies, comme on observe déjà depuis 2009.

Le couple croissance –emplois

Les dernières années de crise ont montré que le lien entre le niveau de l'activité économique et celui de l'emploi reste tout d'abord très étroit. Or l'emploi continue à occuper une place centrale dans l'existence des individus. Non seulement parce qu'il est la source principale de leurs revenus pour la très grande majorité de la population qui ne dispose pas d'un capital suffisant pour vivre de ses rentes, mais aussi en termes plus qualitatifs de reconnaissance sociale, d'estime de soi.

Cela pourrait-il changer ? Sans doute, mais il n'est pas évident que ce soit pour le mieux. Malgré tous ses inconvénients, la participation à la production des biens et des services dans le cadre d'une économie monétaire reste notamment une garantie d'autonomie et de liberté individuelle. C'est en particulier la raison pour laquelle les femmes, longtemps confinées au travail domestique, ont combattu pour accéder elles aussi au marché du travail. Même si elles ont du bien souvent le faire dans un contexte de fortes inégalités vis-à-vis des hommes.

Quant à l'assistance que peut apporter la collectivité à des personnes qui ne participent pas directement à l'activité productive, sa générosité dépend tout d'abord étroitement du niveau global de l'activité économique. On se trompe d'ailleurs quand on assimile nos économies monétaires à des économies purement marchandes, en associant du coup le combat en faveur de la décroissance à la lutte contre la « marchandisation du monde » : les économies développées se caractérisent en effet par une hausse tendancielle de la part des richesses qui échappe à une logique purement marchande et privée, via les fameuses « dépenses publiques ». Et comme on l'observe actuellement en Europe, le risque est non négligeable que la décroissance de l'activité économique se traduise d'abord par une limitation de ces mécanismes de socialisation, aboutissant à un recul de la solidarité collective.

De plus, l'aide apportée aux individus qui ne participent pas à la production des richesses place de toute façon ceux-ci dans une situation de dépendance étroite vis-à-vis de la collectivité. Ce qui peut poser de sérieux problèmes en termes de libertés, comme le montre notamment l'expérience du *workfare* mis en place dans les pays anglo-saxons pour contraindre les pauvres aider par l'Etat à adopter tel ou tel comportement.

Si on considère donc que le plein emploi reste un objectif socialement souhaitable, ne pourrait-on cependant découpler le niveau de l'emploi de celui de l'activité économique ? C'est théoriquement possible en partageant le travail : on réduit le temps de travail de chacun, et les revenus associés, pour permettre à tous d'occuper un emploi. Bien que le passage aux 35 heures ait été plutôt un succès sur le plan économique et qu'il se soit produit dans un contexte de croissance relativement forte, cet épisode a montré comment une telle logique de partage entre *insiders* et *outsiders* se heurte à une forte résistance dans nos sociétés. Réussir une opération de ce type, sans avoir recours à des méthodes autoritaires et antidémocratiques, dans un contexte cette fois de décroissance de l'activité relève a priori de la gageure.

Suite en page 7

(suite de l'article de la page 1)

Accélérer la conversion écologique

Avons-nous toutefois un autre choix que de faire décroître cette activité économique, en tout cas dans nos régions, compte tenu de l'ampleur des atteintes à l'environnement et de l'épuisement progressif des ressources non renouvelables ? La question est évidemment cruciale, mais la réponse n'est pas aussi évidente qu'il y paraît. Il faut bien sûr réduire massivement nos consommations de matières premières non renouvelables et d'énergies fossiles. On connaît les moyens d'aller dans cette direction.

Il s'agit tout d'abord de réorganiser le système productif selon les principes de l'« économie circulaire » ou de l'« écologie industrielle » : tous les sous-produits doivent être réutilisés dans d'autres processus comme c'est le cas dans la nature. Ce qui permettrait de réduire radicalement le recours aux matières premières non renouvelables. L'autre piste principale a pour nom « économie de fonctionnalité » : il s'agit d'amener les industriels à louer des services au lieu de nous vendre des produits, raison pour laquelle ils nous poussent aujourd'hui au gaspillage. Normes, labels, écotaxes, permis échangeables, les pouvoirs publics disposent de toute une panoplie d'outils pour amener les acteurs économiques dans ces directions. Si on parvient à réduire ainsi très fortement les besoins en matières premières non renouvelables, objectent les sceptiques, leur prix va baisser et on va assister à un « effet rebond » : leur consommation va repartir à la hausse. Le risque est réel et le phénomène attesté, mais il existe aussi, via les écotaxes notamment, des moyens de limiter ce problème.

Un Green New Deal européen

On sait donc ce qu'il faudrait faire, mais on ne le fait pas : depuis plus de quarante ans maintenant que l'ampleur et la gravité de la crise écologique sont devenues évidentes avec le rapport du Club de Rome « The limits to Growth » de 1972, on n'a quasiment pas progressé dans le sens d'une conversion écologique de nos économies. Le principal point de blocage n'est pas à proprement parler technique ou économique, c'est surtout la difficulté à dégager un consensus social et politique pour s'engager dans une voie qui représente un bouleversement complet de nos modes de production et de consommation.

Ce qui nécessite donc en particulier un effort d'investissement colossal et prolongé pour renouveler toutes nos infrastructures : urbanisme, moyens de transports, moyens de production d'énergie... Mais comme on le constate actuellement en Europe, la récession, autrement dit la décroissance de l'économie, n'aide en rien à une telle mise en mouvement. Elle aggrave au contraire ces difficultés chroniques. Dans un tel contexte en effet, les Etats coupent les subventions aux énergies renouvelables et aident, au contraire, les industries du passé pour limiter les licenciements. Les acteurs privés eux-mêmes, inquiets pour l'avenir, cessent d'innover ou ne trouvent plus de financements pour le faire...

Bref, en pratique, la décroissance freine la conversion écologique de l'économie au lieu de la favoriser. Cela ne signifie pas, bien entendu, qu'*a contrario*, cette conversion se produirait automatiquement si la croissance revenait : cela reste une bataille très difficile contre des lobbies puissants, mais le risque est moindre de la perdre quand l'activité se développe un peu. De plus, la conversion écologique de l'économie, par son caractère d'investissement massif, serait elle-même facteur de croissance économique si elle était entreprise : c'est le sens des discours écologiques sur le thème d'un *Green New Deal* européen. Bref, si nous ne faisons pas très rapidement le nécessaire pour réaliser la conversion écologique de nos économies, nous aurons à coup sûr une décroissance probablement brutale et violente. Cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait la rechercher volontairement. Car pour mener à bien la conversion écologique, il vaut mieux un peu de croissance.

Echos du Forum de la Transition écologique *Jean-Louis Michniak*

Ayant participé, à titre individuel, au Forum de la Transition écologique du samedi 23 mars 2013, à la salle «La Bellevilloise» (Paris 20ème), je voulais en faire un petit retour !

Cette rencontre organisée par le PS (avec présence de Harlem Désir et interventions de cinq Secrétaires nationaux) a réuni différentes organisations et personnalités autour de quatre thèmes, avec comme horizon «**l'urgence écologique impose un nouveau projet politique pour la Gauche**».

Catherine Larrère, professeur de philosophie de l'environnement à la Sorbonne Paris1, auteur de «Trois essais sur l'éthique économique et sociale» en 2001 est intervenue. Ont également participé les secrétaires nationaux du PS : Guillaume Bachelay (Coordination), Laurence Rossignol (Ecologie et Développement durable), Germinal Peiro (Agriculture et Ruralité), Eduardo Rihan-Cypel (Energie), Bernard Soulage (Enseignement Supérieur), avec Jean-Paul Chanteguet, Député de l'Indre; Thierry Marchal-Beck, Président du Mouvement des Jeunes Socialistes (MJS).

Etaient invités : WWF France (Isabelle Autissier); «Humanisme et Biodiversité» (Christophe Aubel); «Noé Conservation» (Valérie Colin Omnes); Jean Jouzel, cofondateur du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du Climat (GIEC) et Prix Nobel de la Paix (2007) ; un représentant de l'Institut du Développement durable et des relations internationales/ membre du Comité de Pilotage du Débat national sur la Transition énergétique; Catherine Quignon Le Tyrant, Maire de Montdidier, vice-Présidente du Conseil Général de la Somme, animatrice du Programme «Montdidier Ville pilote en maîtrise de l'Energie»; Elisabeth Laville, fondatrice-directrice de «Utopies», ancienne Présidente du Centre d'analyse stratégique sur la consommation durable; Pierre Duponchel, président de l'Entreprise d'Economie Sociale Solidaire (E.S.S.) «Le Relais»; Mireille Chiroleu-Assouline, professeur d'Economie de l'environnement et ressources naturelles; Guillaume Sainteny, journaliste, spécialiste en Eco-fiscalité, enseignant en Développement durable (Ecole Polytechnique, Sciences Po.); Daniel Geneste (Syndicat CGT); Emmanuel Mermet (Syndicat CFDT); etc.

Quelques remarques et propositions lors des débats, concernant les 4 thèmes de cette journée, très vivante et studieuse:

1. Le Vivant: matière première pour l'Homme?

- la biodiversité varie depuis toujours, mais dans la dernière période, l'activité humaine pèse de plus en plus lourdement.
- faire une métamorphose, l'économie ne doit plus commander. Consommer moins pour vivre mieux !
- «derrière la protection de la nature, il y a la protection de l'humain, dans des conditions de dignité et de paix» (Isabelle Autissier).

- notre Planète est de type limité (fini), nous dépendons d'une multitude d'espèces vivantes: poissons, insectes pollinisateurs ; notre mode de vie met en danger notre écosystème; la nature est précieuse et donne des services gratuits, mais il ne faut pas en abuser!
- voir le film : " Des abeilles et des hommes " ; changer notre regard sur le monde vivant; l'"usine -nature" n'est pas assez appréciée.
- avoir une position nette sur les questions telles que : OGM, gaz de schiste, etc.

2. Nous lancer enfin dans la transition énergétique

- supprimer les déplacements inutiles; raccourcir les circuits, relocalisations industrielles respectueuses de l'environnement;
- l'écocapitalisme ("social-écologie") doit viser la sobriété de consommation et la diversité énergétique optimale (en regard de l'inquiétant réchauffement climatique) ;
- être une force d'entraînement pour montrer les enjeux réels et les solutions énergétiques "décarbonées" possibles, plutôt que d'être donneur de leçon ou de vouloir imposer un point de vue. Il y a un lien entre énergie fossile (émission excessive de gaz carbonique créant un effet de serre, donc une concentration de chaleur) et changement du climat qui se réchauffe, entraîne des fontes de glaciers, dilate des océans provoquant une hausse du niveau d'eau. Résultat: des perturbations atmosphériques et territoires immergés pénalisant gravement des populations obligées de migrer ...
- exemple de politique volontariste tournée vers des énergies renouvelables (éoliennes, chaufferie bois, solaire) dans une localité picarde marquée par un chômage important et une grande précarité: Montdidier dont la Régie communale, avec de nombreuses actions innovantes, a abouti à la baisse des consommations, des factures énergétiques, et de la pollution ! La maire de Montdidier, a apporté un témoignage très stimulant sur ce qui peut être réalisé, avec une approche volontariste !

3. Produire et consommer : pour un nouveau modèle de développement

- les articles "verts" ne connaissent pas encore un véritable succès (prise de conscience insuffisante? niveau des prix de vente? promotion insuffisante des industriels? ...)
- en matière de traités politiques, tenir les promesses et les appliquer: c'est valable aussi pour l'écologie !
- on peut supporter 4% de déficit du budget, mais sûrement pas une hausse de 4° C de réchauffement climatique !
- pour le budget de l' U.E., dans le calcul du déficit, on doit retirer les montants des investissements écologiques .
- la réindustrialisation passe par la création ou la promotion de métiers et filières indispensables comme la mécanique, l'usinage des métaux: ajusteurs, tourneurs, fraiseurs, électriciens, etc. Sans la réactivation de ces savoir-faire dans les bassins d'entreprises, et la métallurgie de proximité (pour éviter les innombrables "voyages" des marchandises et l'éloignement production-utilisation, origines de beaucoup d'insatisfactions ...), il n'y aura pas de coeurs de spécialités efficaces et ... d'avenir pour une économie "décarbonée" !
- l' E.S.S. est un moyen particulièrement prometteur de relier création d'emplois, innovations, en remettant l' humain au centre de l' économie.

La réparation, la ressourcerie doivent permettre de "passer du tout jetable au tout utile" : économie circulaire à diffuser.

L' association "Le Relais-France" , créée il y a une trentaine d'années, a permis non seulement d'arracher au désespoir et à l'exclusion des centaines de personnes (recyclage de vêtements et tissus) mais aussi de créer des compétences dans une nouvelle branche : la fabrication d'isolants thermiques et phoniques ("métisse") à partir de fibres de coton réutilisées et valorisées.

- L' Union européenne doit mettre en place une véritable dynamique énergétique !

4. La fiscalité écologique: outil pour le contrat entre l' homme et la nature

- les impôts écologiques doivent pousser à changer les comportements des citoyens et à favoriser le respect de l'environnement;
- c' est une " difficile" nécessité, car les prélèvements sont rarement ... populaires !
il y a 500 000 logements à isoler en France et le financement total ne semble pas encore acquis ...
- toutes ces mesures pour l'écologie doivent être intégrées dans une réforme fiscale globale tant attendue, mais qui tarde à apparaître concrètement.
- stopper l'étalement urbain, les espaces artificiels et nouvelles zones économiques multipliées alors qu'il y a des friches inutilisées à l' intérieur des villes;
- 90 000 hectares de terres cultivables disparaissent chaque année !
- revoir certaines taxes de carburants (avions, camions, gas-oil, etc.) , afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre dont on connaît les dégâts sur le climat .

En conclusion de ces échos partiels de cette réunion-débat, ce qui s'impose c'est la construction d'un autre modèle de société, par étapes, en agissant sur plusieurs créneaux possibles: substituts, alternatifs, "inventifs", etc.

Gouvernants-tes, partis politiques, ONG, associations, syndicats, collectivités et autres bonnes volontés doivent travailler ensemble résolument, dans le sens de l'intérêt général (chacun dans son domaine) pour satisfaire la feuille de route sur les changements climatiques, avec notamment:

- division par 4 des émissions de gaz à effets de serre, d' ici 2050, et d' au moins 17% d'ici 2020, par rapport à 1990;
- réduction, de 38%, de l'énergie consommée du parc de bâtiments français, d' ici 2020;
- passer de 3% de surface agricole cultivée en BIO, à 20% en 2020 (Grenelle).

Nous devons promouvoir avec ténacité une culture de la transition, en "conscientisant" l' opinion publique !

A noter : le 25 Mai 2013, sera organisée une Journée citoyenne, en France, pour débattre des enjeux de la transition énergétique.

Annexe : Ci-dessous ma contribution pour la Table ronde « transition énergétique », ces lignes n'engagent que moi !

- la promotion de l'éolienne à axe vertical de type Winside, développée depuis une trentaine d'années, en service dans des lieux extrêmement variés (Scandinavie, Sahara, etc.) et qui a l'avantage d'utiliser toutes les directions du vent et d'être moins dangereuse pour les espèces vivantes ;
- les hydroliennes, turbines sous-marines posées sur l'eau (ou partiellement immergées), utilisant les courants marins ou de rivières. Il y a des tests actuellement en Bretagne.
- les moteurs hybrides thermiques (carburants fossiles) combinés avec un système auxiliaire à air comprimé, pour les véhicules
- branche nationale d'activité de déconstruction/recyclage de l'ensemble des véhicules périmés. Cela réduirait les lieux de "casse sauvage" et les déchets de métaux.
- montée en puissance de l'indispensable secteur du démontage/ démantèlement sûr, performant, des sites électronucléaires de notre pays.

Bien entendu, ces technologies ne sont que des réponses qui ont leurs limites, mais elles ont des avantages reconnus. Il est évident qu'il est nécessaire de créer des filières françaises, de production (proximité) de ces matériels et services, dans le cadre de la réindustrialisation (écologique, avec sobriété énergétique...) de notre pays, ravagé depuis de nombreuses années par des vagues de délocalisations et par une grave montée du chômage, et du rejet croissant de la mondialisation ultra-libérale !

L'Union européenne ne se protège pas assez et est surtout, hélas, un marché financier dominant, avec une marchandisation malsaine qui commence à désespérer beaucoup de citoyens-ennes...

L'essentiel est de lutter aussi contre les gaspillages, les incitations consuméristes, d'encourager la décroissance productiviste, extractiviste, et aussi de freiner la croissance démographique qui est inquiétante!

Lutter aussi contre l'obsolescence commerciale, parfois programmée de trop d'appareils difficiles ou impossibles à réparer. Stimuler le geste de réparer, au lieu de jeter !

En fait, c'est un changement profond de société que les humanistes et altermondialistes doivent initier. Que de chantiers à mener: démocratie, écologie, économie avec sobriété énergétique, anti-gaspillage, un vrai démarrage pédagogique de la décroissance...!

Mais ne nous décourageons pas! Nous avons le devoir, en tant que progressistes d'entamer ces mutations, sinon on risque d'aller "dans le mur" .

Actualité de la Révolution Française, première révolution des droits naturels de l'Homme et du Citoyen

compte-rendu de la réunion Attac92 à Montrouge, le 4 avril 2013

Pourquoi, comment, le peuple de France, exploité, opprimé, pauvre et soumis entame-t-il un processus de révoltes qui devait aboutir à changer le monde ? Tel est le sujet du film conçu et écrit par **Sabine Del Bo**, historienne (*interprétation* : Alain Clair ; *réalisation* : Alain de Laroque).

Au fil des événements, ce peuple prend son destin en mains, allant jusqu'à disputer le pouvoir à ses représentants élus, en instituant le contrôle des décisions et la révocabilité permanente des élus. Pourtant cette période riche de promesses dura peu. Mais son rôle fut déterminant et inspira, dans tous les pays, tous ceux qui prennent fait et cause pour l'opprimé contre l'opresseur.

Les idéaux de cette révolution-là, de la fraternité des peuples à la démocratie directe des citoyens responsables, sont plus que jamais d'actualité.

Après visionnage du film, la discussion s'engage, sur la question : en quoi la Révolution française est-elle actuelle ?

Sabine. Il y a une certaine similitude des situations. Le pays était endetté à 60 % (aujourd'hui à 90 %) ; les profits étaient réalisés par une toute petite minorité ; il y avait l'entêtement du régime. Aujourd'hui encore, on est à la limite de la banqueroute. Que se passerait-il si les fonctionnaires n'étaient plus payés ?

Jean-Claude. Aujourd'hui, la situation est plus dangereuse. Lorsque la société était très majoritairement constituée de paysans, il y avait dans les campagnes des moyens de subsistance. Aujourd'hui, la population est très majoritairement citadine, nous sommes beaucoup plus interdépendants.

Gaétan. Mais à l'époque il y avait des famines.

Delphine. Aujourd'hui comme alors, les opprimés ne sont pas au pouvoir ; ce sont toujours les mêmes qui occupent le pouvoir.

Sabine. Le mode de vote est toujours aussi pipé. Il n'y a pas la proportionnelle intégrale. Et pourquoi y a-t-il autant de personnes qui s'abstiennent ?

Catherine. Il y a une grande actualité de la Révolution, que le film illustre bien : on retrouve les libéraux, la spéculation...

Jean-Claude. Il n'y avait pas de chômage.

Sabine. Les droits de l'homme et du citoyen ne sont pas appliqués aujourd'hui. Il y a eu une contre-révolution à partir de l'arrestation de Robespierre, avec la domination de l'argent.

Gaétan. La bourgeoisie a pris la place de la noblesse.

Sabine. Il y a eu quatre étapes dans la Révolution française. La période 1793-1794 a été une vraie révolution populaire, marquée par la deuxième déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Puis la bourgeoisie l'a emporté.

Daniel. Je suis frappé par le caractère spécifiquement français de la Révolution. Dans mon entreprise, quand je rencontre des homologues étrangers, je me fais l'effet d'un extraterrestre : ma conception de la démocratie (celle d'un conflit, d'un débat

fécond dont aucune des parties ne peut prévoir l'issue) est issue de la Révolution française, mais elle semble loin d'être partagée.

Sabine. Je n'irais pas jusque là. La déclaration des droits de l'homme est une déclaration universelle. Dans la devise liberté-égalité-fraternité, la fraternité, c'est la fraternité des peuples, la liberté à l'échelle du monde. Il y a eu en 1848 des révolutions dans toute l'Europe Puis il y a eu la révolution russe, et les dévoiements qui ont suivi. La tradition s'est un peu perdue.

Pierre. Les pays du sud de l'Europe sont plus proches de la tradition révolutionnaire.

Catherine. Je suis frappé de la difficulté de la révolution à instaurer la démocratie. C'est un long processus, qui s'est prolongé jusqu'en 1945. Pour les révolutions arabes d'aujourd'hui, il y a aussi des difficultés, c'est très laborieux, très long !

Sabine. La révolution, ça se prépare en amont, dans les têtes. Ce qui chagrine, c'est le côté violent. Le privilégié ne laisse jamais sa place sans lutter, la violence vient de là...

Delphine. Comment en est-on venu à se trouver en guerre ?

Sabine. La guerre a été déclarée par l'Assemblée Nationale (qui pourtant auparavant avait « déclaré la paix » au monde). Certains avaient l'idée d'« exporter » la Révolution (contre l'avis de Robespierre, qui préférait convaincre). La France était entourée de monarchies. Le frère de Marie-Antoinette était l'empereur d'Autriche.

Jean-Claude. Les rois étaient tous cousins.

La terreur a été montée en épingle. Elle a fait beaucoup moins de morts qu'aujourd'hui la guerre en Syrie, que la répression de la Commune.

Sabine. 2 500 morts politiques à Paris, pour toute la Révolution. A comparer à 3000 en une nuit à la Saint Barthélémy, et à environ 50 000 personnes exécutées en répression de la Commune de Paris- les estimations varient de 20 000 à 100 000 morts).

Daniel. Comment est-on passé de la déclaration de paix à la déclaration de guerre ?

Sabine. Avec la fuite à Varennes (juin 1791), le roi est apparu non comme le père de la nation, mais comme un traître. Il y a eu la fusillade du Champ de Mars, commandée par La Fayette (en réponse à une pétition pour réclamer la République), le 17 juillet 1791. Il y avait une forte agitation populaire. Une partie des députés s'est orientée vers la guerre pour faire cesser l'agitation populaire. Le roi pensait que la France perdrait la guerre et qu'il serait ainsi rétabli. La guerre a été déclarée au « roi de Bohême et de Hongrie » le 20 avril 1792. Il y a eu peu après (juillet) le manifeste de Brunswick (menaçant Paris d'une « destruction totale ») qui a mis le feu aux poudres. La République a été instituée en septembre 1792.

Aujourd'hui, en France, on est dans une situation prérévolutionnaire. « En bas », on n'a pas assez confiance en nous. La veille d'une révolution, on ne sait pas qu'elle va avoir lieu.

Pierre. En Islande, ils ont osé ne pas rembourser la dette.

Gaétan. Tous les Etats sont endettés.

Jean-Claude. ... sauf la Chine.

Sabine. La Révolution française doit beaucoup à la mobilisation des femmes.

Il faudrait revenir à l'idée de 1793 de « révocabilité permanente des élus », les élus ne sont que nos mandataires.

Les « indignés » c'est bien, mais ça ne suffit pas, il faut une organisation pour faire converger les luttes. Il faut un relais politique.

Le rejet du politique est une erreur.

La Révolution ne doit s'arrêter à la perfection du bonheur (Saint-Just)

Agenda

2 mai Montrouge

La transition énergétique

Débat, avec la participation de représentants de la CGT-énergie, d'EELV, du Parti de Gauche

20 h, Maison des associations, 105, avenue Aristide Briand

Notre époque vit des changements sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité. C'est le défi du réchauffement climatique, celui de la raréfaction des ressources fossiles, celui de la destruction de la biodiversité.

Il nous faut impérativement réduire notre consommation d'énergie, nous libérer de notre dépendance au pétrole et au gaz, et faire appel plus largement aux énergies renouvelables. Cette transition énergétique peut se faire dans le sens d'un « vivre mieux », et créer de nombreux emplois. Elle soulève de nombreuses questions. Venez en discuter.

4 mai Paris

Vélorution

14 h, place de la Bastille

14 mai Paris 12^e

La transition énergétique, une contrainte... ou une chance ?

Approche économique et sociale de la transition énergétique

rencontre-débat ouverte au public organisée par l'*Association négaWatt*

de 14h à 18h (accueil à partir de [13h30](#)) à l'**Espace Reuilly** (21, rue Hénard, Paris 12^{ème}).

Plusieurs membres de la *Compagnie des négaWatts* interviendront au cours de cet après-midi, ainsi que les personnalités suivantes : *Geneviève Azam*, maître de conférences en économie, *Dominique Méda* (sous réserve), sociologue, titulaire de la chaire "Reconversion écologique, travail, emploi, politiques sociales" au Collège d'études mondiales, *Jean Gadrey*, économiste, auteur d'ouvrages sur les nouveaux indicateurs de richesse, *Gaël Giraud*, chercheur en économie au CNRS, membre de l'Ecole d'Economie de Paris, *Benjamin Dessus*, économiste, président de Global Chance.

Cette rencontre-débat est ouverte à tous mais nécessite une inscription préalable, via [ce formulaire en ligne](#).

14 mai Suresnes

Dialogue privé-public

La ville de Suresnes et l'association nationale des directeurs de ressources humaines organisent, sous le haut-patronage de l'organisation internationale du travail, les premières rencontres du dialogue social des secteurs public et privé, de 9 H30 à 18 h, avec des syndicalistes, DRH et économistes, comme Eric aubry, Yves Desjacques, Marcel grignard, Jean Kaspar, Pierre Larroutrou ou encore Jean-Christophe Sciberras. Rens : [www.suresnes.fr/rencontres-dialogue-social](#) (source : *Alternatives économiques, numéro de mai*)

15 mai Paris 5°

Porte ouverte à la non-violence

14h-19 h , 24, rue Saint-Victor, 5°, (M° Maubert-Mutualité)

Journée organisée par Non-violence 21 et l'association pour une Fondation de Corse.

Stands, témoignages de Bizi (Pays basque). Présentation des initiatives de non-violence en Corse, en Afrique... suivi d'un concert (payant) d'I Muvini. Afc-Umani, Association pour une Fondation de corse , tél : 04 95 55 16 16, www.afcumani.org et www.nonviolence21.org [info reprise de Silence, mai]

15 mai Paris 6°

La décroissance joyeuse

19h -21 h Amphithéâtre du 105, boulevard Raspail (Ehess)

Expériences passées et initiatives de sobriété et décroissance par en bas, populaire et joyeuse, aux antipodes d'une éco-technocratie. **Débat** avec **Paul Ariès** (auteur de « le socialisme gourmand »), **Luc Semal** (Institut Momentum), **Michel Lepesant** (auteur de « notre gauche n'est pas productiviste », et praticien d'une monnaie locale dans la Drôme), **animé par Aurélie Trouvé (Attac)**. Inscription : anthropocene@laposte.net. Informations : www.institutmomentum.org [info reprise de Silence, mai]

16 mai Paris 14°

Le collectif **Recit** invite **Gilles Ravaud** à présenter son ouvrage « **la dispute des économistes** »

20 H30 Moulin à café, 8 rue Sainte Léonie. Entrée libre. Rens : www.recit.eu/rendez_vous_a_venir.html

(source : Alternatives économiques, numéro de mai)

29 mai Nanterre

Robustesse des banques

Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense, bâtiment B, salle des conférences

10 h, Christophe Nijdam : « le diagnostic de l'analyse bancaire. Les banques françaises et européennes sont-elles fragiles ? »

11 h, Dominique Plihon : « l'Union bancaire européenne »

13 h 45, Edouard Fernandez Bollo : « état des lieux des avancées en matière de régulation bancaire »

14 h 45, Jean-Paul Pollin : « la réforme de la structure des banques est-elle facteur de robustesse ? »

15 h 45, Duncan Lindo : « les régimes de redressement et de résolution ».

Entrée gratuite mais avec inscription obligatoire avant le 19 mai 2013. Inscr : jbarre@u-paris10.fr ; rends : www.tnova.fr/enement/journ-e-d-tudes-renforcer-la-robustesse-des-banques-europ-ennes-les-options-organis-e-par-laurence-scialom

(source : Alternatives économiques, numéro de mai)

Courrier des lecteurs : T. V. réagit à l'édito du n° 66 (la leçon de Nicosie) : Il me semble qu'on peut affiner l'analyse et constater que les pauvres étant dorénavant trop pauvres et près de la révolte, les gros crocodiles commencent à manger les plus petits. Ce n'est pas bon signe non plus quand le rat se mange la patte pour ne pas mourir de faim et retarder son agonie, mais on en est réduit à souhaiter la politique du pire : que ça pète le plus vite possible pour faire le ménage et essayer de nous redonner une chance.

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Jean-Louis Michniak president.attac92@attac.org

Secrétaire : Eric Colas secretaire.attac92@attac.org

Vice-secrétaire : Sophie Maloberti

Trésorier : Hubert Guérinet

Trésorière-adjointe : Rosette Kebabdjian

Fichier : Nicolas Lasman

Correspondant Electronique Local : Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux **Asnières** : Guy Rodary **Clamart** : Thérèse Villame

Antony : Florence Lauzier, Hubert Nadin **Colombes** : Bernard Kervella, Adda Bekkouche

Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol **Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien** : Cyril Pocréau

Courbevoie : Annie Reynaud **Montrouge** : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas

Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2013

NOM (en capitales) : **PRENOM** : **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession** :

Adresse : **Code postal** : **Ville** : **Pays** : **Téléphone fixe**

: **Mobile** :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 1 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € : 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Attac, Service adhésions, 60643 Chantilly cedex – France Pour tout renseignement, téléphoner au 01 56 06 43 60
Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)